érudit
www.erudit.org

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Éric CANOBBIO, *Géopolitique d'une ambition inuite*, Québec, Septentrion, 2009, 365 p.

par Caroline Desbiens

Recherches sociographiques, vol. 51, n° 1-2, 2010, p. 263-265.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: http://id.erudit.org/iderudit/044727ar

DOI: 10.7202/044727ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. *Érudit* offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Document téléchargé le 16 novembre 2015 08:58

des genres pourra heurter une tradition sociologique soucieuse de bien séparer jugements de faits et jugements de valeur. Louis Côté, par ailleurs directeur de l'Observatoire de l'administration publique, assume pleinement un ouvrage qui peut se présenter en même temps comme une « aide à la réflexion et à la décision » destinée aux acteurs publics ou à ceux qui se préparent à ces fonctions. Une raison de plus sans doute pour laisser sceptiques certains politistes attachés à l'autonomie de la recherche scientifique.

Si l'on peut saluer la dimension pédagogique et synthétique de l'ouvrage, le spécialiste de la démocratie (philosophe, sociologue, historien) pourra ressentir toutefois des insatisfactions au vu du traitement de telle ou telle question abordée dans l'ouvrage. Ainsi le « modèle néo-libéral » (p. 188) est abordé de manière très elliptique, sans prendre en compte les nombreuses variantes doctrinales (monétarisme, ultra-libéralisme...) qui ont servi de matrices cognitives aux transformations effectives des États-providence en Europe et en Amérique du Nord. De même, certaines assertions, certains usages conceptuels (celui notamment de « souveraineté populaire ») peuvent surprendre, même replacés dans leur contexte : « Porteurs d'une tradition autre, la tradition britannique, et dans des circonstances différentes, les Américains vont réussir, là où les Français ont échoué, à monter des mécanismes constitutionnels pertinents et durables pour donner corps à la souveraineté populaire » (p. 55). Le plus gênant peut-être sur le plan formel, malgré la présence d'une brève mais utile bibliographie à la fin de chaque chapitre, tient dans le caractère trop souvent implicite des références mobilisées par l'auteur. Le lecteur est parfois dans l'obligation de deviner à l'arrière-plan de tel argument une référence sous-entendue à Lefort, Weber, Elias...

Sans doute parce qu'il partage avec Fukuyama l'idée que la démocratie libérale, bien qu'imparfaite et en devenir, constitue la « fin de l'histoire », Côté laisse peu de place dans son ouvrage à la fois à la sociologie critique de facture foucaldienne ou bourdieusienne (reproduction des élites, constitution d'une noblesse d'État...) et aux philosophies contemporaines de la démocratie radicale (on pense notamment à la conceptualisation de l'autogouvernement et de l'autonomie chez Castoriadis).

Johann MICHEL

Professeur des Universités en science politique,
Université de Poitiers/IEP de Paris,
et chercheur rattaché à l'Institut Marcel Mauss, EHESS-Paris.
johann.michel@univ-poitiers.fr

Éric CANOBBIO, *Géopolitique d'une ambition inuite*, Québec, Septentrion, 2009, 365 p.

Ce livre du géographe Éric Canobbio représente une courageuse synthèse d'un sujet complexe qui est celui de l'évolution du statut politique et de la gouvernance du Nord québécois. Le thème en effet est complexe parce qu'il s'étend sur une aire géographique et une période historique qui sont toutes les deux très vastes. La documentation utilisée est riche et diversifiée, l'écriture est dynamique

et la perspective géopolitique autant qu'humaine qui structure l'ouvrage jette un regard tout à fait bienvenu sur la question arctique. Avec l'aboutissement imminent du processus de création d'un gouvernement régional au Nunavik, la parution de ce livre arrive au bon moment. Qui plus est, en contexte de changement climatique, cette région est l'objet d'une mobilisation scientifique peu commune : l'analyse des enjeux politiques qui est présentée ici ne manquera pas d'enrichir la compréhension des défis planétaires liés aux environnements polaires en mutation.

Malgré sa très haute qualité, l'ouvrage accuse certaines faiblesses. Il me semble qu'un travail d'édition plus rigoureux aurait pu être accompli afin de resserrer davantage l'écriture. Si la déclinaison des chapitres paraît procéder de façon logique, la structure se révèle quelque peu éclatée au fil de la lecture. Certains thèmes sont traités avec beaucoup d'attention alors qu'on passe rapidement sur d'autres qui auraient dû mériter une analyse plus approfondie. De même, on saisit mal la logique de la progression historique ou thématique de l'argumentaire. Aucune idée centrale ne semble s'imposer dans les différents chapitres avec le résultat que ceux-ci manquent parfois de cohérence : le fait de rassembler la discussion autour d'un noyau clairement énoncé permettrait à cet ouvrage de livrer ses idées de façon plus efficace. Finalement, certains flottements persistent dans la citation des sources. Vu la qualité de la recherche et l'importance du sujet dont elle traite, on est en droit de s'attendre à une présentation plus soigneuse.

Ce livre soulève de nombreux questionnements et, on l'espère, devrait orienter le débat sur le devenir du Nunavik pour des années à venir. Deux questions particulièrement importantes se dégagent de son contenu. En premier lieu, on pourrait dire que l'ouvrage est en quelque sorte bicéphale. Éric Canobbio traite ici à la fois de l'ambition géopolitique inuite et des enjeux auxquels est confronté le Québec face à son destin nordique. Bien sûr ces deux perspectives territoriales sont intimement reliées et l'analyse est suffisamment complexe pour que le lecteur puisse comprendre les dynamiques qui les unissent. Lorsqu'il traite de l'ambition nordique du Québec, l'auteur doit être félicité d'avoir abordé les questions de représentation et de symbolique territoriale émanant du Québec méridional. Une telle perspective culturelle est moins développée pour ce qui est du vécu et des aspirations culturelles des Inuits face à leur territoire. En effet, l'ambition politique – si on veut la concevoir comme étant unique et inspirée du vécu local – n'est-elle pas inscrite dans un devenir culturel, une territorialité propre aux Inuits ? Le livre est moins volubile sur ce point et ouvre une avenue de recherche qui a déjà été investie par Béatrice Collignon (*Les Inuits : ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996) mais pourrait être poussée pour intégrer les dynamiques de création d'un gouvernement régional au Nunavik. Car l'analyse s'en tient surtout à la description d'un processus légal et politique sans présenter les perspectives populaires des Inuits. L'auteur lui-même souligne cette limite mais reconnaît l'importance de la parole citoyenne pour la compréhension des événements: « [L]e géographe défendra le concept simple, peut-être simpliste, qu'il ne peut y avoir de démocratie sans lecture citoyenne des territoires et de leurs évolutions politiques » (p. 296). Il est à souhaiter que cette perspective pourra un jour être exprimée, et cela dans le médium qui lui convient.

Le deuxième questionnement est celui de la nature d'exception du cas inuit en matière de statut régional. Dès la présentation du livre sur la couverture arrière, on note que « le Nunavik constitue aujourd'hui un exemple inédit de l'évolution d'un territoire canadien qui semble désormais avoir les garanties d'accéder à un statut régional unique au monde ». Cette idée est reprise à d'autres endroits dans le texte. Quoique la création d'un gouvernement régional au Nunavik soit un événement heureux et qui devrait rejaillir positivement sur d'autres processus semblables dans le monde, on est en droit de se demander en quoi ce cas est unique après la création du Nunavut, l'entente d'autogouvernance signée avec les Nisga'a en Colombie-Britannique ou les nombreux dossiers de revendications globales qui suivent présentement leur cours à Ottawa ou avec d'autres gouvernements provinciaux. Sans manquer de célébrer l'accession des Inuits du Québec à une forme de gouvernance locale mieux adaptée à leurs culture et aspirations pour le futur, on ne peut que se réjouir du fait que des processus tout aussi novateurs et porteurs d'espoir sont en cours au Québec (notamment avec les Innus), au Canada et dans d'autres sociétés au passé colonial.

Caroline DESBIENS

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada
en géographie historique du Nord,
Département de géographie,
Université Laval.
caroline.desbiens@ggr.ulaval.ca

Gilles PAQUET, *Gouvernance mode d'emploi*, Montréal, Liber, 2008, 364 p.

Comment qualifier *Gouvernance mode d'emploi* de Gilles Paquet ? Une chose est sûre, l'auteur ratisse large. Il aborde plusieurs grands thèmes et enjeux de la gouvernance discutés dans divers types de littératures : l'évolution de la nature des relations entre le marché, les hiérarchies, les réseaux et les défis de coordination qui leur sont associés ; l'évolution des rôles respectifs des secteurs privé, public et social dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ; la question de l'architecture institutionnelle (la décentralisation et le fédéralisme fiscal) ; la théorie des organisations (apprentissage social et organisationnel) ; l'imputabilité et l'éthique dans un monde changeant, et bien d'autres.

Plus spécifiquement, la thèse de l'auteur s'articule autour de l'idée que nous vivons dans un monde où « pouvoir, ressources et information sont vastement distribués » et dans lequel il n'y aurait plus vraiment de « maître du jeu ». En ce sens, et à l'instar de bien d'autres auteurs, il accrédite la thèse de la complexité toujours croissante des sociétés modernes et de la difficulté pour les acteurs de travailler efficacement autour de cette complexité. On parle d'un « double handicap », celui du « pluralisme contemporain » (identités fragmentées, demandes multiples, etc.) et de « nos capacités mentales inadéquates pour y faire face ». Ce double handicap mènerait donc à la « nécessité d'abandonner tout espoir de pouvoir s'en remettre à un leader ou à un État qui voudrait prétendre être le seul à tout ou à mieux sa-